

COMMUNE DE
VILLARS-SUR-GLÂNE

REGLEMENT COMMUNAL

**SUR L'IMPOT CONCERNANT LES APPAREILS DE
DIVERTISSEMENT ET LES APPAREILS AUTOMATIQUES
DE DISTRIBUTION**

R È G L E M E N T C O M M U N A L
SUR L'IMPÔT CONCERNANT LES APPAREILS DE DIVERTISSEMENT
ET LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DISTRIBUTION

LE CONSEIL COMMUNAL DE VILLARS-SUR-GLÂNE

V U :

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LC) ;
La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux et paroissiaux (LIPC) ;
La loi du 7 juillet 1972 sur les impôts cantonaux ;

C O N S I D É R A N T :

L'article 23 de la loi précitée donne aux communes la possibilité de percevoir un impôt spécial sur les appareils de divertissement et les appareils automatiques de distribution, sans préjudice des patentes prévues par la loi cantonale sur la police du commerce du 29 novembre 1900 et le règlement d'exécution du 17 février 1959, et des éventuels droits annuels d'empiètement sur le domaine public au sens du règlement communal en la matière.

A R R E T E :

Article 1

la commune de Villars-sur-Glâne perçoit un impôt spécial annuel sur les distributeurs et appareils automatiques installés sur son territoire et mis à la disposition du public contre finance, sur la voie publique ou à l'intérieur d'établissements, tels que théâtres, gares, hôtels, motels, restaurants, cafés, magasins, kiosques, salons de jeux ou autres lieux accessibles au public, sans préjudice du paiement des patentes accordées en vertu de la législation cantonale .

Article 2

Le tarif d'imposition est fixé par le Conseil général sur proposition du Conseil communal.

Article 3

La Direction de la Police locale dresse au début de chaque année la liste des appareils installés sur le territoire de la commune de Villars-sur-Glâne.

Elle la tient régulièrement à jour.

Cette liste contiendra, entre autres, les renseignements suivants :

- nom du détenteur, éventuellement du propriétaire,
- indication exacte du lieu de situation,
- genre de l'appareil ,
- nombre de casiers, pour les appareils distributeurs

Les détenteurs des appareils sont tenus de signaler immédiatement à la Direction de la Police locale toutes installations de nouveaux appareils ainsi que tous changements concernant les appareils déjà en service.

Article 4

L'impôt est calculé prorata temporis pour les appareils qui n'ont été en service qu'une partie de l'année, pour autant que la police locale soit informée au plus tard dans le délai de 15 jours de la pose ou de l'enlèvement des appareils. Tout mois commencé est compté pour un mois entier. A défaut des renseignements ci-dessus, les appareils sont réputés avoir été en service l'année entière, et l'impôt est dû également pour toute l'année.

Article 5

Les distributeurs de timbres-poste, de billets de transport, les appareils de distribution et appareils automatiques divers mis gratuitement à la disposition du public sont exempts de l'impôt.

Article 6

La perception de l'impôt se fait par l'envoi d'un bordereau annuel au détenteur de l'appareil, l'impôt devant être acquitté à l'échéance fixée.

Article 7

En cas de non-paiement dans le délai fixé, une pénalité de 2 % sera exigée à partir du surlendemain de l'échéance ; en outre, l'intérêt de retard est compté à 5 % l'an dès l'échéance pour le contribuable qui ne s'acquitte pas dans le premier mois.

Article 8

Le détenteur peut, dans un délai de 20 jours dès la réception du bordereau, déposer une réclamation brièvement motivée devant le Conseil communal.

Article 9

Le détenteur, dont la réclamation est rejetée en tout ou en partie par le Conseil communal, peut recourir contre la décision du Conseil communal devant la Commission cantonale de recours en matière d'impôt dans le délai de 30 jours dès la réception de la décision de rejet.

Article 10

La réclamation et le recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 11

Les décisions, passées en force, des autorités de taxation, de réclamation ou de recours, sont assimilées aux jugements exécutoires dans le sens de l'article 80 de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

Article 12

Les infractions au présent règlement sont passibles d'amendes de fr. 20.-- à fr. 1'000.-- (article 60 LC) prononcées par le Conseil communal, sans préjudice de l'impôt dû.

Il peut être recouru auprès du Préfet dans les 30 jours dès la notification de l'amende (article 153 LC).

Article 13


Au surplus, sont applicables les dispositions de la loi sur les impôts communaux et paroissiaux du 10 mai 1963.

Article 14

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1982.

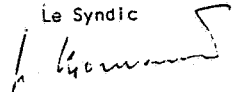
ARRETE PAR LE CONSEIL COMMUNAL EN SEANCE DU 7 décembre 1981

Le Secrétaire


A. Tissot



Le Syndic

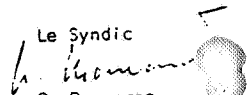

G. Bouverat

DECIDE PAR LE CONSEIL GENERAL LE 21 janvier 1982

Le Secrétaire


A. Tissot

Le Syndic


G. Bouverat

APPROUVE PAR LA DIRECTION DE L'INTERIEUR DES
COMMUNES ET DE L'AGRICULTURE

Le Conseiller d'Etat, Directeur

